

Faits saillants

- Tenue d'un dialogue social à Oicha pour mettre fin à l'insécurité dans le Territoire de Beni.
- Plus de 40 300 personnes déplacées dans les sites et camps situés à la périphérie de Goma.
- Réouverture du tronçon Kilambo – Rusammabo (Territoire de Lubero) par l'ONG Welt Hunger Hilfe.

Contexte

Les combats ont cessés dans la zone de Kibumba et Rugari, dans le Territoire de Rutshuru, mettant fin à plus de deux semaines de combats intenses qui ont poussé des milliers d'habitants à fuir. Des mouvements de retour progressifs sont signalés par les partenaires et sources locales depuis les zones de déplacements, notamment les localités de Rumangabo, Katala ainsi que Kanyaruchinya et Goma où près de 3 000 ménages avaient trouvés refuge dans des écoles et édifices publics. Plusieurs missions d'évaluations multisectorielles sont en cours afin de procéder à des interventions humanitaires dans les jours qui viennent. .

Dans le Territoire de Walikale, de vives tensions survenues suite à l'arrestation d'un commandant Raïa Mutomboki par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont débouché sur des affrontements entre les deux groupes les 15 et 16 mars dans les localités de Nyamilingi et Lowa situées à près de 18 km au sud de Walikale centre. Cette situation a provoqué le déplacement d'une partie de la population vers la brousse et sur l'axe sud de Walikale – Itebero, cependant des mouvements de retour ont été amorcés dès le 17 mars suite à une accalmie. Entre-temps, des discussions ont été engagées par les responsables communautaires afin de calmer les tensions mais le risque de nouveaux affrontements demeure.

Le Gouverneur du Nord-Kivu a convié, du 14 au 16 mars, les membres de la société civile, des partis politiques et les autorités locales civiles et militaires à un dialogue social à Oicha (Territoire de Beni). A l'issue des discussions, les participants ont signé un protocole d'engagement, chacun s'engageant à restaurer la sécurité et la paix sur toute l'étendue du Territoire de Beni et à réunir les conditions favorables à la cohabitation pacifique et à la cohésion sociale.

Mouvements de population

- Les événements récents à Kitchanga et dans le Territoire de Rutshuru ont poussé des milliers de personnes à fuir les combats, certains parcourant plus de 80 km pour trouver refuge dans les camps et sites spontanés situés à la périphérie de Goma ainsi que dans les sites de Shasha, Bweremana et Nzulo (Territoire de Masisi, frontalier avec Goma). Selon les données récoltées par l'Organisation internationale des migrations (OIM) et l'ONG Première urgence – Aide médicale internationale (PU-AMI) à la date du 14 mars, plus de 9 000 personnes (1 828 ménages) sont venues s'ajouter aux effectifs déjà importants des sites spontanés autour de Goma. Au total, plus de 40 300 personnes sont actuellement déplacées autour de Goma. La province du Nord-Kivu compte actuellement près de 810 000 personnes déplacées internes dont près de 27% dans des sites spontanés ou des camps. Plus de 90% des déplacements sont dus soit à l'insécurité ou effectués de manière préventive, la tendance générale étant des mouvements pendulaires par lesquels les populations gardent un lien avec leurs habitations et principalement l'accès aux champs pour trouver des moyens de subsistance.
- Au sud du Territoire de Lubero, les sources locales signalent la présence de plus de 1 900 ménages déplacés à Taliha, Musuku, Muhirimbo, et Lunyasenge en provenance de différentes localités du Territoire de Rutshuru. Depuis janvier 2013, deux groupes Mayi-Mayi se disputent le contrôle de l'axe Kiwanja – Nyamilima, importante voie de commerce entre les territoires de Rutshuru et Lubero ainsi qu'avec l'Ouganda. Des milliers de personnes se sont déplacées vers des localités plus sécurisées, voire même vers les pays voisins. Ces personnes s'ajoutent aux 150 ménages déplacés depuis près d'un mois à Kasingo près de Lunyasenge. Les partenaires du RRMP évaluent la situation sécuritaire avant d'organiser des missions d'évaluation multisectorielle dans la zone.

Besoins et réponses humanitaires

Accès humanitaire

- Au sud du Territoire de Lubero, l'ONG Welt Hunger Hilfe (WHH) a réhabilité le pont Lwicheembe, permettant la réouverture du tronçon routier Kilambo – Rusamambo bloqué depuis le mois de mars 2012. L'ONG Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), dans le cadre du programme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), a ainsi pu démarré les travaux de réhabilitation de six salles de classe, la formation de 88 enseignants et directeurs, l'appui psychosocial et la formation de 40 jeunes adolescents pour l'encadrement des activités récréatives. Une

évaluation multisectorielle menée par Solidarités International en septembre 2012 avait relevé un taux de déscolarisation de 74,5%.

Abris et biens ménagers essentiels (AME)

- L'ONG CONCERN a clôturé le 4 mars une distribution de biens ménagers essentiels en faveur des nouveaux déplacés arrivés dans les camps CCCM de Bukombo, Kilimani, Lushebere, Kalinga et Bihito, en Territoire de Masisi. Au total, 1 003 ménages déplacés suite aux affrontements entre groupes armés dans la zone au cours des derniers mois ont bénéficié de cette assistance.

Eau, hygiène et assainissement

- L'ONG Norwegian Church Aid (NCA) intervient dans le site spontané de Rubaya (sud du Territoire de Masisi), dans le cadre de son projet en eau, hygiène et assainissement. Parmi les interventions entreprises, l'ONG procède au remblayage de latrines et au creusage de 13 blocs de latrines. NCA a démarré la construction en matériaux durables de quatre blocs de latrines dans les centres de santé de Kibabi et de Bihambwe et a procédé à la formation d'une vingtaine de membres des comités d'eau de Kibabi, de Rubaya et de Bihambwe. Le site spontané de Rubaya comptait fin février plus de 15 000 personnes déplacées depuis presque une année suite aux affrontements entre différents groupes armés dans la localité de Katoyi et le groupement de Nyamaboko.

Protection

- Le 12 mars, UNMACC a dépêché une équipe d'intervention rapide à Kitchanga suite au signalement par les partenaires d'engins non explosés. Quatre grenades ont été trouvées dans deux écoles primaires (EP Kahe et EP Byaka) et immédiatement détruites par l'équipe UNMACC. D'importants combats avaient eu lieu fin février-début mars dans la cité, détruisant plus de 560 bâtiments, faisant plus d'une centaine de blessés et plus de 80 morts.

Besoins non couverts / alertes

Multisectoriel

- Les nombreuses évaluations menées par les partenaires dans la zone de Kitchanga font état d'importants besoins à couvrir notamment en eau, hygiène et assainissement, abris et protection. L'ONG Mercy Corps signale que dans les camps de Kahe et Mungote tous les kits d'hygiène ont été volés et 63 huttes ont été brûlées. De nombreuses bâches ont également été volées. L'ONG procède actuellement à la désinfection des camps à travers les réseaux communautaires et interviendra prochainement pour le remplacement des kits d'hygiènes et des portes de latrines détruites ou endommagées.
- Sur l'axe Sake – Kimoka - Kirolirwe où de nombreuses personnes déplacées depuis Kitchanga ont trouvé refuge, l'ONG International Rescue Committee (IRC) a menée une évaluation rapide le 7 mars 2013. L'ONG a identifié des besoins en kits PEP pour les survivants de violences sexuelles ainsi que la nécessité de former le personnel médical sur les méthodes en suivi psychosocial principalement dans les postes de santé des villages de Kimoka, Majagi, Sake et Rukwi.
- Ces actions viendront compléter les interventions déjà en cours de plusieurs partenaires, notamment la remise de matériel de construction pour les 546 ménages touchés par la destruction de leur habitation ou boutiques, la distribution de vivres et d'articles ménagers essentiels dans les camps de Kahe et Mungote et la cité de Kitchanga et la poursuite des soins de santé.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Bureau de la coordination des affaires humanitaires - République démocratique du Congo
Caroline Péguet, Chef de bureau, OCHA Nord-Kivu, peguet@un.org, tél. +243 970 003 765
Imane Cherif, Chargée d'information publique, OCHA Nord-Kivu, cherif1@un.org, tél. +243 999 309 956
Vicky Prekabo, Assistant à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, prekabo@un.org, tél. +243 998 604 373
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, edoumou@un.org, tél. +243 970 003 750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net